

la bourgeoisie organise le chômage avec l'aide du P"C"F

front rouge

journal de combat marxiste-léniniste

HEBDOMADAIRE N° 11 / 3 FEVRIER 1972 / PRIX : 0,50 F / CCP FRONT ROUGE 204-51 LYON / BP 47 LYON-PREFECTURE

prolétaires de tous les pays, nations



et peuples opprimés, unissez vous

PLAN NIXON, PLAN DE GUERRE

CACHER DES DIFFICULTES REELLES

Nixon vient de proposer un nouveau plan de paix au Vietnam. Voilà 3 ans que Nixon est à la Maison Blanche, 3 ans qu'il promet au peuple américain la paix pour demain. En réalité, voilà 3 ans que Nixon ne fait qu'étendre la guerre en Indochine. Il remet ça : quelle nouvelle pilule veut-il donc faire passer. Une pilule énorme : ses difficultés de plus en plus grandes, la crise de l'impérialisme américain.

En Indochine même, c'est l'échec cuisant de la tactique "Nixon" d'extension de la guerre. Au Cambodge, toutes les routes menant à Phnom Penh sont contrôlées par le FUNK. Au Laos, la base de Long Cheng, forteresse de la CIA, est tombée aux mains du Pathet Lao. Au Vietnam, le FNL attaque de tous côtés, jusqu'aux portes de Saïgon. L'unité des peuples d'Indochine n'a pas été brisée par les bombardements massifs sur la RDVN. Au contraire, elle se renforce des maquisards thaïlandais qui viennent de détruire des B 52, jusque dans les bases US. Toutes les tactiques de la puissante armée US se sont brisées contre la guerre du peuple.

En août dernier, Nixon déclarait l'impérialisme US en faillite. Il ne pouvait plus taire les signes de cette faillite : le déficit budgétaire pour subvenir aux besoins de la guerre au Vietnam, et le déséquilibre de la balance commerciale causé par les investissements impérialistes à l'étranger. Il fallait à tout prix rectifier la situation par des remèdes de cheval : coup d'arrêt à la consommation inférieure par le blocage des salaires et à l'importation (taxe de 10 %), aide massive à l'exportation. Depuis, lors des "rencontres au sommet", il a fallu faire des concessions aux "alliés" européens et japonais, qui ne voulaient pas payer seuls les pots cassés. C'est finalement la classe ouvrière américaine (comme celle des autres pays) qui paye les frais, avec le chômage qui touche 6 % de la

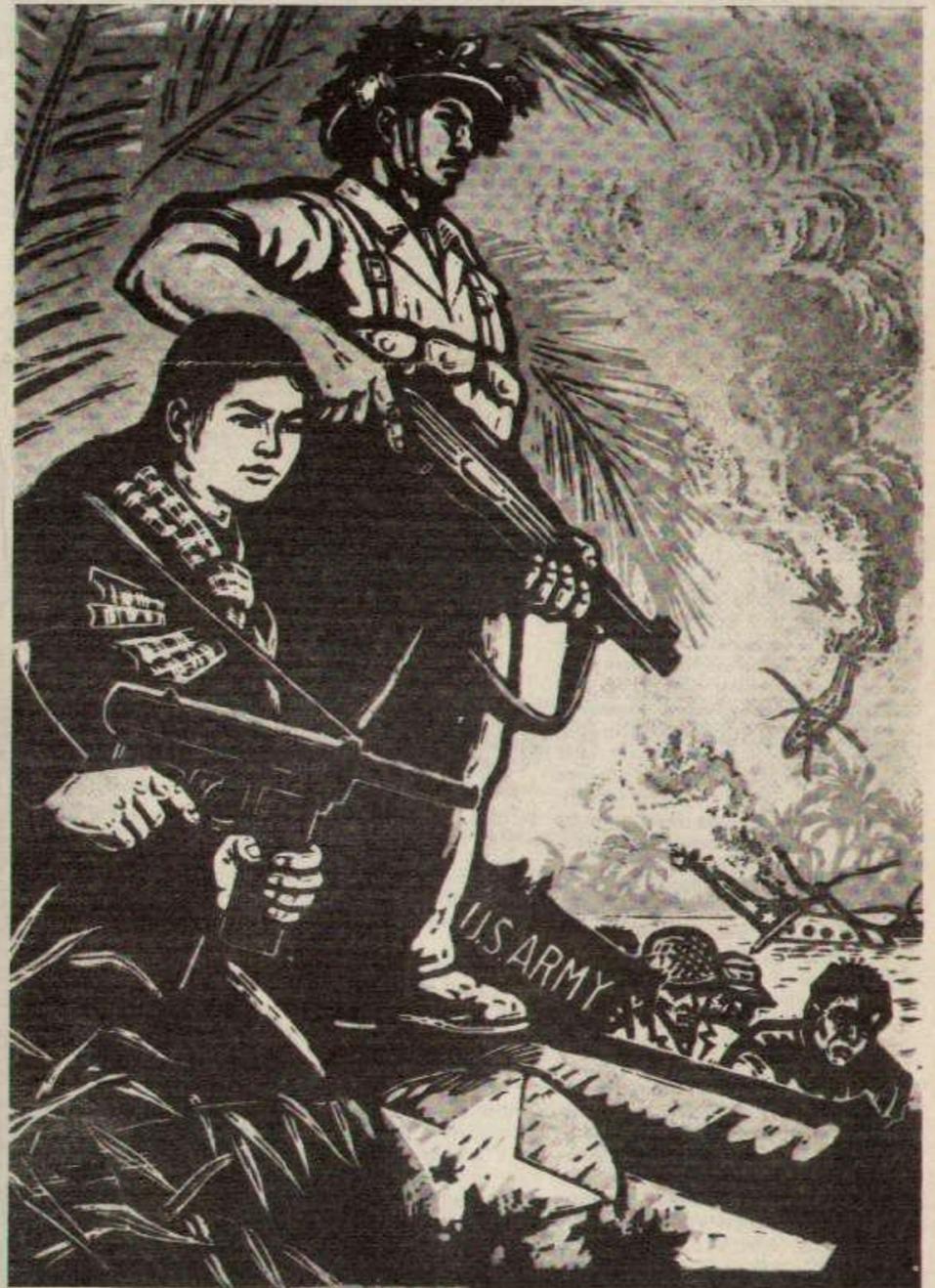
population, et le blocage des salaires, pendant que les prix grimpent. Aujourd'hui, Nixon est obligé d'avouer tout ça aux américains, en publiant un budget pour 1972, qui n'est guère encourageant : déficit de 25,5 milliards de \$ (près de 10 % du budget), augmentation des dépenses militaires (qui passent de 76,8 à 83,5 milliards de \$: 34 % du budget).

...DERRIERE DU VENT

Voilà le gouffre que Nixon est obligé de camoufler derrière la montagne des nouvelles propositions de paix. A en croire l'ORTF et la presse, Nixon serait une colombe, et les seuls responsables de la poursuite de la guerre seraient les vietnamiens. Voilà ce que Nixon veut faire croire à l'opinion américaine, et aux peuples du monde, avec la bénédiction du fantoche Thieu... et de Pompidou.

Retrait total des troupes US dans les 6 mois qui suivent l'accord, dit Nixon. Mais il n'est pas question de retirer les milliers de "conseillers" militaires US du Cambodge et de Laos. Il n'est pas question non plus d'évacuer les bases US de B 52 en Thaïlande, ni la 7^e flotte, ses porte-avions et ses bombardiers, ni même de cesser les bombardements sur le sud et le nord du Vietnam. Il est encore moins question de supprimer l'aide financière et l'armement fournis aux mercenaires fantoches de Saïgon, de Vientiane et de Phnom Penh : au contraire, 2 mois à peine après le coup d'état monté par la CIA à Bangkok, les mercenaires thaïlandais arrivent par milliers au Cambodge et au Laos. En un mot, le plan Nixon maintient intégralement la puissance militaire US en Indochine. Tout au plus permet-il de rassurer les mères américaines sur le sort des GI's au Vietnam. Au contraire, plus la fin approche, plus l'armée US se lance dans des opérations furieuses et sans issue. Au moment même où il parle de paix, Nixon fait déporter 90.000 habitants de la province nord du Sud-Vietnam : supprimer ainsi le principal soutien des maquisards, c'est préparer une nouvelle agression dans cette région.

Elections libres dans les 6 mois, promet Nixon. Il y a quelques mois le même Nixon déclarait : "la question est très simple : quitterons-nous le Vietnam du Sud d'une manière qui, consciemment, livrera ce pays aux communistes, ou bien d'une manière qui donnera aux Sud-vietnamiens une chance raisonnable de survivre en tant que peuple libre ? Mon plan mettra fin à l'engagement américain d'une manière qui offrira cette chance." Et c'est bien ce qu'il a fait. Pour lui, des élections ne peuvent être libres que si le GRP est perdant. Elles seront donc organisées sous la menace de l'armée et de l'administration fantoche de Saïgon, même si Thieu démissionne un mois avant, et cède la place à son président du Sénat, un autre fantoche, comme le prévoit le plan. Le plan Nixon maintient le



soutien US au régime fantoche et antipopulaire de Saïgon.

LA GUERRE DU PEUPLE VAINCRA

La réalité que Nixon ne peut cacher, et qu'il essaye en vain de repousser, c'est que les peuples d'Indochine marchent vers la victoire. Depuis 25 ans, le peuple vietnamien se bat pour libérer sa patrie. Son but : chasser les américains et construire un Vietnam indépendant, où au Sud, comme aujourd'hui au Nord, la terre sera redistribuée à la collectivité et les exploités à la solde de l'étranger seront chassés. Les moyens : la guerre du peuple en armes. Depuis 2 ans, les fusils du peuple vietnamien ont obligé les améri-

cains à reconnaître de fait l'existence du GRP et à s'asseoir à la même table de négociation que lui, à Paris. Depuis quelques mois, après l'échec de ses agressions armées contre le Cambodge et le Laos et de sa politique de "vietnamisation", Nixon a été forcé d'envoyer Kissinger mener des négociations secrètes pour en finir au plus vite. Les vietnamiens y participent, si cela peut accélérer l'issue du conflit, mais ils ont fait connaître leurs conditions : les 7 points du GRP. Nixon peut bien inventer toutes les manœuvres, toutes les tactiques, il sait maintenant très bien à quoi s'en tenir : au Vietnam, les combattants du FNL ont les moyens de lui imposer leur volonté.

LE PLAN EN 7 POINTS DU GRP POUR UN REGLEMENT DU CONFLIT

1. — Retrait inconditionnel des troupes et du matériel US.
2. — Cessation de tout soutien US au fantoche Thieu. Formation à Saïgon d'un gouvernement de paix et de concorde nationale, pour permettre des élections libres.
3. — La question des forces armées vietnamiennes sera réglée entre vietnamiens, sans ingérence étrangère.
4. — La réunification des 2 zones du Vietnam se fera pas à pas et pacifiquement.
5. — Le Sud-Vietnam aura une politique extérieure de paix et de neutralité.
6. — Les USA sont responsables des dommages causés au Vietnam par la guerre.
7. — Les 2 parties se mettront d'accord sur les formes de garantie internationale des accords.

TCHAD : UNE BRECHE AU CŒUR DU NEOCOLONIALISME FRANÇAIS

LE TRAVAIL FORCE DU COTON

Le Tchad, selon Pompidou, serait un pays "démuni". Démuni par qui ?

Par l'exploitation coloniale : dès les années 20, le colonialisme français a décidé d'en faire un champ de coton. *Cotonfran*, rebaptisée en 71 *Cotonchad*, mais toujours contrôlée par le même groupe financier français, détient depuis 1927, le monopole de toutes les opérations sur le coton (achat, transformation, vente). 70 % de la population active travaille actuellement pour le coton, donc pour *Cotonfran*. Le coton constitue, à lui seul, 82 % des exportations du Tchad.

Cela signifie, pour le peuple Tchadien, une surexploitation aiguë : *Cotonfran*, en position de monopole, achète aux paysans le coton à un prix très en dessous de sa valeur : 0,52 F le kilo. De plus ce prix n'a pas bougé en 20 ans (1950 : 0,50 F le kilo). Cela veut dire, étant donné la cascade des dévaluations, qu'il a énormément baissé. Or, jusqu'en 1963, *Cotonfran* était assuré de vendre ce coton sur le marché français 3,02 F le kilo au minimum. Telle est l'ampleur des surprofits coloniaux.

Une telle surexploitation est imposée à la masse des paysans, soit directement : en 1924-1929, dans de nombreux districts, chaque adulte était dans l'obligation de cultiver une superficie donnée de coton. En 1962, un décret rend le sarclage des champs de coton obligatoire sous peine d'amende de 500 à 20.000 F et une peine de prison de 1 à 8 jours. Soit indirectement : dans une économie où le paysan produit essentiellement pour subsister, exiger de lui un impôt en argent, c'est le forcer à produire pour le marché, pour vendre.

Au Tchad, cela signifie l'obliger à délaissier ses cultures qui le nourrissent (sorgho, mil), pour produire à des prix dérisoires du coton. D'où la misère, la menace de la famine. Le Tchad en arrive à importer

— de France bien sûr — du blé, à des prix extrêmement élevés pour le paysan Tchadien.

Depuis des années, les capitalistes français cherchent à renforcer encore cette surexploitation : comme le paysan Tchadien résiste et s'efforce toujours de faire moins de coton et plus de sorgho et de mil, ils cherchent à mettre en place un système, appelé "paysanat", où le paysan, contraint de cultiver uniquement du coton, dépendrait totalement pour subsister de son seul revenu monétaire, fixé au gré de *Cotonfran*. Ils peuvent ainsi extorquer du paysan le maximum de plus-value, de travail non payé.

Ce n'est donc pas un hasard si, en 1965, la lutte armée du peuple Tchadien a commencé par le refus du ce racket officiel. Ce n'est pas un hasard si le Front de Libération Nationale du Tchad (Frolinat) a commencé d'organiser les masses paysannes selon deux mots d'ordre : refus de l'impôt, boycott de la culture du coton. Il visait directement ainsi le système de surexploitation coloniale : en 68, 30 % des "taxes civiques" ne peuvent être collectées ; en 69, plus de 70 % ! Dans le nord les paysans brûlent les récoltes de coton, pour les remplacer par des cultures vivrières.

tée. A la fin du 19^e siècle, la bourgeoisie française dut demander l'accord de ses rivaux anglais et allemands, avant d'y envoyer ses massacreurs. Durant la 2^e guerre mondiale, Rommel, général d'Hitler, comptait s'emparer du Tchad. C'est au Tchad qu'une fraction de la bourgeoisie française, engagée aux côtés des U.S.A. et de l'Angleterre, choisit de se constituer une force armée : la 2^e D.B. de Leclerc.

Après la perte de l'Indochine (54) et la défaite en Algérie, (62), l'Afrique noire est devenue la zone principale du néocolonialisme français. Et le Tchad, la clef de voûte qui soude en un seul bloc géographique, ce "domaine réservé". C'est donc au Tchad qu'est installé la seule base militaire continentale (2.500 hommes), pièce centrale de son système d'agression en Afrique, coordonnée avec les bases côtières et la métropole. Très satisfait du système, Messmer déclarait : "de Fort-Lamy, capitale du Tchad, la France est à tous moments, en état de transporter la valeur d'un régiment dans les 24 h en n'importe quel point d'Afrique".

C'est ce qui a été fait : pour réprimer la guérilla du peuple camerounais, en 1960 ; pour remettre en selle le fantoche M'BA au Gabon (1964), et le fantoche Bokassa en République Centrafricaine (1968).

UNE POSITION DISPUTEE

Mais les impérialismes ne cessent jamais de lutter pour se repartager le monde.

L'impérialisme US a, de longue date, saisi l'importance du Tchad. Il y a envoyé son lieutenant sioniste, Israël, qui a fait des investissements importants (huileries, brasseries, raffineries de sucre), qui dispose dans l'Est du pays d'un vaste "parc touristique" d'où il soutient la rébellion des noirs du Soudan voisin — qui surtout, depuis 69, dirige, en fait, les C.R.S. de Tombalbaye : les C.T.S.

Par ce biais, l'impérialisme U.S. envierait, à partir de la base C.I.A. du Libéria, des mer-

cenaires Libériens et congolais et participerait directement à la répression de la guérilla. Il a, de plus, obtenu de vastes périmètres de recherches pétrolières.

L'impérialisme Russe, qui a tenté un putsch récemment dans le Soudan voisin, pose des jalons : il soutient Tombalbaye qui, selon la Pravda sut "assurer la stabilité politique de la jeune République", l'a reçu à Moscou, envoi au Tchad des médecins russes qui fraternisent avec les légionnaires français.

L'IMPERIALISME FRANCAIS EST ATTAQUE SUR DEUX FRONTS

Ainsi l'impérialisme français est pris dans une contradiction aiguë : d'une part, en mettant le Tchad en coupe réglée, il n'a même pas pris la peine de susciter, comme en Côte d'Ivoire, un embryon de bourgeoisie locale ; dans ce pays "démuni", il a créé, à un pôle, une masse misérable, surexploitée, et à l'autre, une poignée de bureaucrates et de militaires corrompus, à son service.

D'autre part il lui faut absolument, face à la montée des luttes des peuples d'Afrique, face aux manœuvres des impérialismes rivaux, conserver le Tchad, clef de voûte de son système d'oppression en Afrique.

C'est pourquoi, dès qu'il a vu en 68 son fantoche débordé, il n'a pas hésité à mener directement une guerre coloniale de type moderne (comme au Viet-

nam), plus barbare encore qu'au temps de la "conquête". Le Frolinat a dénoncé par exemple le projet de l'armée coloniale d'empêcher et de détruire toute vie humaine dans les vastes zones faiblement peuplées du Nord désertique. Il croyait ainsi couper court à un danger mortel pour lui. Il a échoué : il annonce périodiquement le retrait de ses troupes, mais les maintient en fait. Pompidou a avoué : "le but ultime est loin d'être atteint".

Face aux mercenaires de l'impérialisme, le peuple Tchadien et le Frolinat en persévérant dans la lutte armée, ont renforcé leur union, clarifié leur objectif : chasser les mercenaires français et autres, détruire l'administration fantoche, faire la révolution socialiste : "sans révolution socialiste, il n'y a pas d'indépendance véritable" (déclaration récente du Frolinat).

L'impérialisme français, après la "décolonisation" de 1960, et la répression de la guérilla au Cameroun, avait cru se réserver en Afrique une zone sûre. Le répit aura été de courte durée. La lutte armée du peuple Tchadien frappe en plein cœur son système colonial en Afrique et marque le début de son effondrement sous les coups de la guerre populaire.

Le prolétariat dans la métropole, doit s'unir avec tous les peuples opprimés en lutte contre l'ennemi commun, l'impérialisme français : ce sont ses alliés directs, ses frères de combat.

DOM-TOM : A BAS LE COLONIALISME

7 fonctionnaires des "Dom" ont fait une grève de la faim, pour obtenir de rentrer chez eux. Par l'ordonnance de 1960, le gouvernement Français s'est donné le droit d'expulser des "Dom" "tout fonctionnaire dont le comportement serait de nature à troubler l'ordre public" : c'est le champ libre pour les préfets. Cette ordonnance vise tous ceux qui dénoncent dans le statut des "Dom", le statut réel des colonies Françaises.

Il ne suffit pas de limiter la mobilisation autour de la grève à la seule juste revendication de l'abrogation de l'ordonnance. Et, comme le P.C.F., se contenter d'avancer le mot d'ordre d'autonomie, c'est faire figure de traître à l'égard des peuples colonisés des "Dom". On a vu ce que l'autonomie (appelée autodétermination pour la circonstance) a fait des anciennes colonies françaises d'Afrique : le voyage de Pompidou en Afrique est une illustration des visées de l'impérialisme français.

Pompidou est venu pour discuter, entre autres choses, de l'extension de la culture du coton (le Monde du 29-1-72).

De toute façon, directement ou indirectement, ce travail forcé à l'échelle d'un pays entier, ne se maintient que par la violence : c'est l'armée et la gendarmerie de Tombalbaye qui se chargent de prélever, les armes à la main, l'impôt, de faire respecter les "lois" sur le sarclage, etc... Ce faisant, ils perpétuent le système de pillage au profit de leurs maîtres impérialistes et ramassent, sous forme d'impôts, les miettes laissées par eux — ne se gênant pas pour les ramasser plusieurs fois par an.

UNE BASE CENTRALE D'AGRESSION EN AFRIQUE

Mais pour l'impérialisme français, le Tchad n'est pas seulement un champ de coton bon marché (sans compter les autres affaires qu'il contrôle : textile, abattoirs, riz), et une réserve de minerais "pour plus tard", il représente surtout, au centre de gravité de l'Afrique, au carrefour des pistes Est-Ouest et Nord-Sud, à la limite de l'Afrique Arabe et de l'Afrique Noire, une position-clé stratégique.

Depuis plus de 80 ans que les impérialismes se partagent l'Afrique, le Tchad est pour cette raison une zone convoi-

Le bidonville a tué une fois de plus l'Humanité

A Villeneuve-le-Roi (Val-de-Marne)
toute une famille a péri dans l'incendie

NON, C'EST LE CAPITAL QUI A TUÉ !

Villeneuve le Roi, toute une famille meurt brûlée vive, au cours de l'incendie d'un bidonville. A Ajaccio, 4 jeunes ouvriers Français organisent le rackets des travailleurs immigrés ; ils abattent sauvagement 2 ouvriers tunisiens qui refusaient de donner leur paye.

Simple faits divers, comme le laissent croire certains journaux ? Est-ce le bidonville qui a tué comme titre l'humanité du 25 janvier ?

En réalité la bourgeoisie organise elle-même le logement des immigrés dans les bidonvilles, ou leur rackets dans les foyers casernes ; c'est aussi elle qui orchestre, en période de chômage surtout, les campagnes racistes contre "les immigrés qui prennent la place des Français".

Et pour ce qui est des campagnes racistes, les révisions ne sont pas de reste. Il suffit de voir les déclarations des élus révisios des Yvelines, au moment où la C.G.T. a le culot d'organiser une semaine de défense des travailleurs immigrés.

BIDONVILLES ET FOYERS-PRISONS

Pour maintenir à un taux suffisant le chômage qu'il engendre (et de ce fait, faire pression sur les salaires sans provoquer trop directement la révolte), le capital dispose d'une main-d'œuvre qu'il peut comprimer et dilater selon ses besoins plus que toute autre : le prolétariat immigré (algérien, portugais, turc...). Le capital, en expansion, a besoin de main-d'œuvre, il organise "l'immigration clandestine". Le capital, en crise, les renvoie sans ménagement dans leur pays.

Quand ils sont en France, il faut les loger : la bourgeoisie manie deux politiques.

1. La "rationalisation" du logement des immigrés

Il est plus facile de recenser et d'expulser une population parquée dans des centres, foyers, etc... que dans des bidonvilles.

D'autre part il est plus com-

mode d'exercer une surveillance policière dans des foyers-prisons pour hommes seuls où toute visite est interdite, ou bien dans des cités de "transit" avec gardiens et palissades, ou même dans des H.L.M. bien quadrillées.

Enfin, les capitalistes toujours avides de nouvelles sources de profit, soutirent aux immigrés le maximum d'argent sur les loyers : dans un foyer, une chambre de 4 lits peut rapporter 600 F à raison de 150 F par lit. De plus comment sont financées ces constructions ? Le F.A.S. (fonds d'action sociale des travailleurs migrants) qui prête de l'argent à des sociétés de construction comme la SONACOTRA (dirigée par Claudius Petit du P.D.M.) est alimenté par la partie des allocations familiales qui n'est pas versée aux travailleurs immigrés ! Les capitaux que les capitalistes investissent sont extorqués aux immigrés, et ils s'en servent pour leur extorquer encore de l'argent sous forme de loyer.

Ainsi sous des dehors humanitaires, la bourgeoisie, quand elle rase les bidonvilles, entend de renforcer son système barbare d'exploitation et d'encasernement des ouvriers immigrés.

2. Le maintien des bidonvilles :

Mais de par sa nature même le développement capitaliste est anarchique, il ne peut prévenir ses crises, les à-coup dans ses besoins de main-d'œuvre. Il n'est pas question, pour lui, de construire des logements qui, à un moment donné, resteraient inoccupés et ne rapporteraient pas faute de locataires immigrés. C'est pourquoi, toute une partie du prolétariat immigré est logé en bidonvilles. En période de crise ils s'en vont, le bidonville est rasé ; en période d'expansion, ils reviennent, le bidonville renaît de presque rien : on n'a pas à attendre d'avoir construit des logements pour les faire venir.



YVELINES : LES ELUS P.'C'.F. ET LES IMMIGRES

Christienne, maire soi-disant communiste de Sartrouville, se plaint d'héberger trop de travailleurs immigrés : "Nous ne pouvons faire face aux charges qu'entraîne l'apport massif de résidents étrangers", déplore-t-il le 17 décembre devant le Conseil Général des Yvelines. Il demande une plus juste répartition des immigrés entre les différentes communes. Il propose de limiter à 15 % la masse des étrangers par rapport à l'ensemble de la population d'une commune.

Ce vil révisionniste aimerait bien se débarrasser de ses immigrés. Ceux-ci ne lui rapportent aucune voix aux élections, mais surtout, ils ne sont pas rentables pour la commune. Non seulement, ils y dépensent peu, et ne payent pas d'impôt communal ; mais par dessus le marché, ils font fuir les cadres, les gens aisés qui eux, en payent et font marcher le commerce. Et un commerce florissant, ça si-

gnifie de grosses patentes pour les caisses municipales.

La fin de la déclaration de ce triste individu ne serait pas reniée par les pires fascistes : "cette situation (plus de 20 % d'immigrés à Sartrouville) crée des difficultés énormes, tant sur le plan scolaire que social, et favorise le développement du racisme. Il ne faut pas créer de nouveaux ghettos. "Et votre prise de position, Mr. Chrétienne, ne risque-t-elle pas de développer le racisme ? Ne va-t-elle pas provoquer une réaction chauvine des travailleurs français ? C'est bien ce que vous voulez.

La répartition équitable des immigrés est une vieille revendication du P.'C'.F. On veut bien des immigrés pour faire les sales boulots, mais il ne faut pas que ce soient toujours les mêmes qui en supportent les inconvénients. Mais aujourd'hui, ce vœu résonne avec un son particulier, au moment où Fontanet annonce l'intention du gouvernement de limiter l'immigration. Dans le même

temps, des discussions sont en cours avec le gouvernement algérien pour réduire le nombre de travailleurs arrivant en France. Mr. Chrétienne a senti le vent et ne perd pas de temps : Pompidou veut renvoyer des immigrés chez eux, qu'il fasse partir d'abord ceux qui sont à Sartrouville.

L'Humanité a été très discrète et n'a pas soufflé mot de cette réunion du Conseil Général des Yvelines. Dénoncerait-elle Mr. Chrétienne ? Certainement pas, mais enfin, il y a des choses qu'il vaut mieux garder pour soi. La CGT ne manque pas de culot lorsqu'elle prend la défense des travailleurs immigrés, alors que les révisions ne ratent pas une occasion pour réclamer une politique d'immigration "conforme aux besoins de l'économie"... une surveillance plus stricte de l'immigration clandestine. Le social-chauvinisme du P.'C'.F. éclate au grand jour à mesure que la bourgeoisie cherche à rejeter les conséquences de la crise sur la classe ouvrière.